LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

N° 1576
du 10 au 16 décembre 2009

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« On peut faire semblant d'être grave, on ne peut pas faire semblant d'avoir de l'esprit. »
Sacha Guitry

Le seul vaccin

Sommaire

Cultivons des **Amap,** par P. Noire, *page 4*

L'hôpital malade, par Moriel, *page 5*

Brefs combats, *page 6*

De **l'affront,** par H. Lenoir, *page 7*

Dubaï, zone sensible, par J.-M. Traimond, *page 8*

Le Festival de **Copenhague,** par Alex, *page 10*

Débat sur **l'identité internationale,** par M. Rajsfus, *page 12*

Le **Téléthon,** par J. Langlois, *page 14*

Persécutions **russes,** *page 17*

Galafieu, par C. Granier, *page 18*

Le livre **qui colle,** par Paco, *page 19*

Le livre **qui prend feu,** par P. Thiesset, *page 20*

Le mouvement en fête, *page 21*

Le mouvement **à l'écoute,** *page 22*

L'agenda en mouvement, *page 23*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

Un coup de balai et vite !

Les nouvelles qui fâchent n'ont pas manqué d'abonder cette semaine. On passera sur cette nouvelle forme de démocratie « tendance » qui consiste à légaliser – comme au Honduras – un coup d'État par des élections-bidon. Sur la révolte contre la vie chère qui éclate à Mayotte, la fronde antillaise et le mutisme têtu des médias à ce propos. Sur les 30 000 troufions supplémentaires qu'Obama envoie se faire exploser la tronche en Afghanistan, remettant comme prévu le retrait des G.I. aux calendes grecques. Sur la démission du professeur Bensman (pas précisément adepte de l'ultra-gauche) de ses fonctions administratives à l'hôpital Trousseau pour dénoncer une politique hospitalière criminellement néolibérale : rentabilité suicidaire, économie de bouts de salaires, mépris des malades. Sur la vente franco-française de la partie exploitation d'Areva à Alstom-Schneider, craignos pour ses 30 000 salariés. Sur la cocasse tempête médiatique à propos du téléthon. À quand un écolothon, un hôpitalothon, voire un troudelaséculothon, histoire que les impôts ne servent plus qu'à engraisser les corps spéciaux anti-tout de nouvelles polices (dans la rue cette semaine avec FO cependant) ou les salaires ahurissants de la coterie au pouvoir. On va pas pleurer non plus sur les 60 milliards de déficit de Dubaï. L'ami Jean-Manuel Traimond qui connaît bien le sujet nous éclaire sur la façade titatesque de ce paradis du pognon, des maquereaux, des marchands de sommeil, des négriers esclavagistes – en toute bigoterie, cela va de soi. On réservera toutefois une mention spéciale à la nouvelle affaire des minarets. Les bouffeurs de curé que nous sommes pourraient se réjouir de ce sursaut de laïcité helvète en regrettant toutefois que l'oukase ne s'étende aux clochers et autres synagogues. Las, ce n'est qu'un sursaut populiste et l'hypocrite Franchouillie s'en empare *illico*. Tout en la condamnant du bout des lèvres, elle l'utilise pour alimenter son creux débat sur l'identité nationale, grossir le rejet anti-arabe et, jouant de tous les amalgames, se faire la championne de la doucereuse chrétienté. Que saint Barthélemy les patafiole tous. On conclura sur le rôle effarant – pourtant y'aurait pas lieu de pavoiser – donné par nos bienfaiteurs aux banques en général et à la BNP en particulier. Cette dernière, promue conseillère officielle de la ministre, prétend l'aider à « réguler » les marchés financiers capitalistes. Nous, on persiste à dire qu'il n'y a de bon capitalisme que mort, remplacé – pour le plus grand bien de tous – par l'abolition du salariat et de la propriété, pour une fédération de communes et une gestion directe de nos vies.

Fabrice

Groupe La Sociale de Rennes

On a parfois l'impression de toucher le fond. C'est valable aussi pour le mouvement social.

Nous en sommes maintenant à attendre des décisions de justice pour redonner un minimum de sens au syndicalisme !

Prenons en effet la décision du tribunal d'instance de Brest du 27 octobre. Ce dernier était saisi par la CFDT et le patron, réunis comme il se doit, contre l'union départementale Force Ouvrière du Finistère. La question portait sur le maintien comme délégué syndical d'un salarié désigné par FO qui n'a pas obtenu 10 %. Le tribunal a considéré que « l'obligation de choisir le délégué syndical parmi les candidats ayant obtenu au moins 10 % des voix est contraire au principe de la liberté syndicale et constitue une ingérence dans le fonctionnement syndical ». On ne saurait mieux dire.

Et d'ajouter que la loi d'août 2008 « a pour effet de donner prépondérance aux représentants élus au détriment de la représentation désignée, contrairement aux dispositions antérieures destinées à contrebalancer les pressions susceptibles d'être exercées sur l'électorat au sein des entreprises ».

En clair, cette loi court-circuite les syndicats, met en première ligne les élus, souvent plus influençables que toute une section syndicale, et au final favorise même les syndicats maison. Et c'est la justice bourgeoise comme on dit qui est obligé d'expliquer la nocivité d'une loi scélérate issue d'un accord Thibault-Chérèque-Parisot-Sarkozy, datant d'avril.

Parallèlement, lors du congrès de l'UNSA, le secrétaire général, Alain Olive, a déclaré le 24 novembre, sous les applaudissements du secrétaire général de la CFDT, invité d'honneur : « Une grève générale, pour quoi faire ? »

Effectivement, on ne voit pas pourquoi les salariés se fâcheraient pour quelques centaines de milliers de licenciements, des services publics massacrés, une sécurité sociale disloquée, des dizaines de milliards d'euros octroyées aux banques et aux entreprises et une moyenne de rémunération, pour 2008, de 7,8 millions d'euros pour les patrons des grandes entreprises, soit 651 fois le Smic…

On a fait du chemin depuis les déclarations d'Henri Ford qui expliquait que le bon rapport entre le salaire d'un ouvrier et le revenu d'un patron était de 1 à 20. Un gauchiste en quelque sorte !

Dans ce contexte, le 49e congrès confédéral de la CGT, qui se déroule à Nantes du 7 au 11 décembre, est d'une importance considérable, compte tenu du poids de cette centrale syndicale dans le mouvement social et aussi, il faut bien le dire, de notre attachement à cette vieille maison que nous avons largement contribué à construire il y a plus d'un siècle.

Mais, brique par brique, certains s'ingénient depuis déjà longtemps à tout casser et on ne se fait guère d'illusions sur ce qui peut sortir de ce congrès.

L'appareil a blindé les choses à tous les niveaux et il a, en la matière, avec les staliniens, une longue expérience. À peine 1 000 délégués (3 000 pour les congrès de FO, par exemple, qui compte pourtant bien moins d'adhérents) qui ont dû passer tous les filtres des unions départementales et des fédérations. C'est déjà un gage d'écrémage efficace d'une bonne partie des contestataires. L'opposant Jean-Paul Delannoy, responsable de la région Nord, qui voulait présenter sa candidature comme secrétaire général face à Thibault, en a vite fait les frais. Ce dernier a expliqué que « la candidature du camarade n'a pas été présentée selon les règles statutaires et ne sera donc pas prise en compte ».

Mais ce n'est pas pour autant que Thibault et ses acolytes pourront faire taire totalement les militants attachés à la lutte de classe et à la charte d'Amiens. Ces militants de base s'opposent quotidiennement et parfois durement à la ligne d'accompagnement du capitalisme incarnée par Thibault, qualifié, on s'en souvient, de racaille par Xavier Mathieu, leader CGT de l'usine Continental de Clairevoix. Ce qui est incontestablement vrai mais ne suffit pas pour autant à faire avancer les choses.

Plus intéressants sont les nombreux textes discutés dans les syndicats en opposition aux textes préparatoires de l'appareil, comme celui qui fut signé le 13 novembre par les sections CGT des hôpitaux, de l'Action sociale, du Comité de chômeurs et précaires, de l'entreprise SFR, de la ville de Marseille. Il y est écrit ceci notamment : « L'analyse du texte préparatoire au congrès démontre une orientation de cogestion [...]. La proposition d'intervenir dans les conseils d'administration est symptomatique. En aucun cas, nous n'avons à négocier les licenciements ou autres plans sociaux [...]. De même, la proposition du nouveau statut du travail salarié NSTS marque de fait l'abandon de toutes formes de lutte collective [pire encore :] la notion de développement humain durable [*sic*] est l'expression caricaturale de la volonté de la direction de la CGT de défendre un capitalisme à visage humain. » On connaît la chanson, la CFDT a déjà inventé depuis longtemps le concept d'entreprise citoyenne et de capitalisme éthique dans la droite ligne du christianisme social.

Pauvre CGT ! De quoi faire retourner dans leur tombe bien des militants et pas seulement des anarcho-syndicalistes.

Face à cette orientation de « renoncement et de recul », à la CGT ou ailleurs, des salariés, des militants cherchent, dans leur syndicat, dans certaines unions locales, voire départementales, à résister.

Les contradictions du système sont telles que même les brutes et les truands des appareils politico-syndicaux n'arriveront pas indéfiniment à empêcher le clash avec l'État et le patronat.

À nous de contribuer, de pousser, d'organiser à la mesure de nos moyens avec détermination et clarté.

F.

Les Amap des lieux à investir

Le Monde libertaire a déjà parlé, à plusieurs reprises, de cette initiative qui fédère sur le plan local des consommateurs et des producteurs.

Au-delà de l'intérêt de ce type d'« association de maintien de l'agriculture paysanne » supprimant les intermédiaires (transporteurs, grandes surfaces, etc.), ce qui est déjà l'essentiel, l'important est également dans les pratiques de gestion directe répondant à un besoin réel des adhérents.

Il s'agit tout simplement de se réapproprier sa capacité à choisir, à décider.

Très vite les femmes et hommes qui ont fait ce choix se rendent compte que « le pouvoir » leur appartient, qu'ils peuvent s'organiser avec d'autres, en solidarité, égalité de droits et de devoirs.

Sans formalisme exagéré, les tâches se distribuent, chacun souhaitant prendre part à l'organisation.

Tout simplement, par ce type d'expériences, on se rend compte que l'on peut gérer nos vies.

Les producteurs, aidés dans leur trésorerie par le paiement à l'avance des paniers, peuvent travailler sereinement, et les consommateurs se plaisent à répéter que l'on peut manger sainement, localement et pas plus cher que dans la plupart des commerces.

C'est aussi l'échange de produits entre consommateurs : « Je te file mon chou, passe-moi des patates » !

Ce n'est pas le grand soir, mais une initiative qui enrichit ceux qui y participent !

Rajouté à d'autres initiatives, ce type d'expérience ne peut que nous conforter dans notre capacité à gérer nos vies !

Pierre Noire
Fédération anarchiste du Cantal

Défendons l'hôpital !

Alors que la ministre de la Santé (et des Sports) Roselyne Bachelot court les plateaux de télévision et autres radios pour écouler le stock de vaccin antigrippe, les plans de restructuration à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris sont menés tambour battant, dans la quasi-indifférence générale. Les hôpitaux parisiens devront réduire leurs dépenses de 100 millions d'euros par ans durant trois ans, ce qui mécaniquement va entraîner des suppressions de postes : on prévoit 1 150 postes de moins par an (150 postes de médecins et 1 000 postes de soignants). Rappelons qu'en 2009, 700 emplois ont été supprimés. Il s'agit d'une logique purement comptable, faisant fi des considérations médicales et sanitaires. La situation, qui est déjà tendue dans les services hospitaliers, va aller en s'aggravant avec des difficultés croissantes pour les personnels, dont les conditions de travail se dégradent de jour en jour, et va conduire à une diminution malheureusement inéluctable de la qualité des soins, ce dont les patients feront les frais. Ces décisions sont prises aux mépris des personnels et des malades, sans aucune concertation avec les syndicats de soignants et les associations de patients et d'usagers. On assiste à un passage en force, le gouvernement se conduisant dans ce domaine comme dans les autres (Poste, énergie, Éducation nationale, transport) en casseur et en serviteur zélé des intérêts privés. Les personnels hospitaliers avaient massivement rejeté le plan Bachelot, en défilant de manière unitaire le 28 avril dernier contre la loi HSPT : en vain, puisque la dite loi a été approuvé par l'Assemblé nationale et que les décrets d'application sont en train de paraître. Des syndicats, des associations tentent actuellement d'alerter la population sur la situation : entre autres, des médecins des hôpitaux parisiens, réunis dans le Mouvement de défense de l'hôpital public (MDHP) [1], ont décidé de démissionner de leurs fonctions de cogestionnaires et de co-administrateurs à l'hôpital. Ils demandent que les missions du service public hospitalier soient respectés et renforcés, que les personnels soient associés à la démarche de modernisation de l'hôpital, qui doit se faire selon des critères de santé publique et non sous la seule exigence comptable, que les emplois soient maintenus et les moyens accrus. Ils appellent à une assemblée générale des médecins hospitaliers le 15 décembre prochain. La situation est vraiment grave : les médecins ne sont pas en général pas très combatifs dès lors qu'il s'agit de défendre les intérêts collectifs ; s'ils l'avaient été plus tôt on n'en serait peut-être pas là… Au-delà de ces considérations, il faut souligner le profond malaise des professionnels de santé, infirmiers et médecins confondus : leur engagement au sein du service public est déconsidéré, et ils sont confrontés à la défiance de l'administration. Il est à souligner qu'au moment même où la ministre fait mine de s'agiter pour le bien de la population, avec cette campagne pour la vaccination antigrippe, dont le coût reste à estimer [2], on assiste à la destruction du service public de santé. Finalement, cette grippe tombe à pic !

Moriel

1. www.mdhp.fr

2. Nous reviendrons, le moment venu, sur cette calamiteuse campagne et nous tenterons d'en faire un bilan.

À noter : le 21 décembre, sur Radio Libertaire, l'émission « La santé dans tous ses états » sera consacré à l'histoire de l'hôpital, avec Christian Chevandier, auteur de *L'Hôpital dans la France du XXe siècle*, Perrin, 2009.

Brèves de combat

On devrait y aller plus souvent !

Des militants de Greenpeace ont investi l'Assemblée nationale, sous les applaudissements des députés Verts Noël Mamère et Yves Cochet, qui sont de ce fait promis à des représailles… C'est beau la démocratie…

« Mineurs stay home ! »

Le maire UMP de Nice et ministre de l'Industrie a décidé, par un arrêté, que dans sa ville les mineurs de moins de 13 ans non accompagnés sont tenus d'observer un couvre-feu. Entre 23 heures et 5 heures, les mardi, vendredi et samedi, hors périodes scolaires, ainsi que durant toutes les vacances scolaires et la période du carnaval de Nice (du 12 au 28 février 2010), les enfants déambulant dans les rues seront reconduits chez leurs parents. En cas de récidive, l'arrêté prévoit l'inscription du mineur à un fichier spécial (autorisé par la Cnil), son inscription d'office à des activités périscolaires et, en ultime ressort, la suppression de certaines allocations municipales allouées aux familles. Et si on les promène en laisse ?

Ça branle dans le manche

Les mairies de Brest, de Rennes et de Morlaix ont été occupées par des militants de comités de chômeurs et précaires en lutte et de la CNT pour protester contre l'injustice sociale banalisée et généralisée. D'autres actions de ce type (comme l'occupation de Pôles Emplois pour dénoncer la délation pratiquée avec la mise en place de « la lampe bleue ») ont également lieu à Lannion, Rennes et Quimper. Ce mouvement s'inscrit dans le cadre des marches

régionales qui ont lieu un peu partout en France depuis le 20 novembre et jusqu'au 5 décembre. Des marches organisées pour protester contre le chômage, les licenciements et les précarités.

Homosexuels en Ouganda

Alors que l'homosexualité est sanctionnée en Ouganda, depuis la période coloniale, par des peines pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement à vie, des députés de la majorité présidentielle ont déposé une loi anti-homosexualité qui ne se contente pas de confirmer les sanctions contre l'homosexualité. Elle la rend passible de peine de mort dès lors qu'elle est le fait d'une personne séropositive, ou bien si le partenaire est mineur. La loi punit aussi d'une peine allant jusqu'à sept ans d'emprisonnement toute personne qui « tenterait de commettre l'offense » ou de « promouvoir » l'homosexualité. Et pour s'assurer de mêler toute la société à cette chasse aux sorcières, elle prévoit trois ans de prison pour tout citoyen qui mettrait plus de vingt-quatre heures à signaler à la police un acte homosexuel. En cours d'examen au Parlement, le projet de loi a suscité une levée de boucliers.

Pas d'avocat, pas de GAV ?

Un juge de Bobigny a ordonné la libération d'un homme sur motif qu'il n'avait pas été assisté d'un avocat dans les premières heures de sa garde à vue, comme le prévoit la loi. « C'est une grande victoire, mais il va y en avoir d'autres… », selon une association d'avocats.

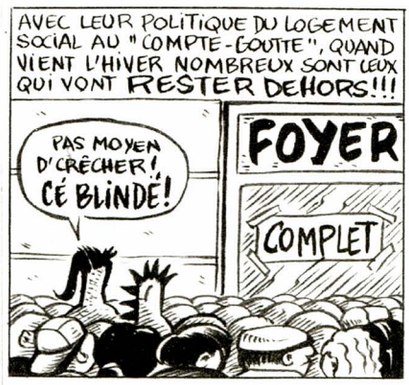
phototheque.org

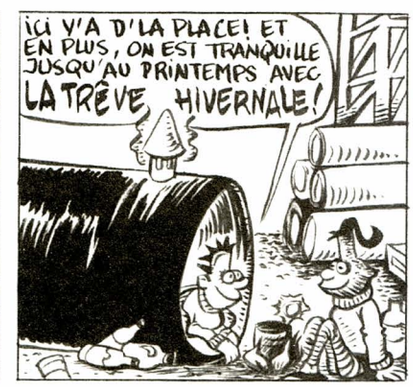
Non à Edvige II

Un collectif s'oppose aux nouveaux fichiers de police dénonçant « le fichage des mineurs dès 13 ans » et le fichage de « l'origine géographique ». Le collectif « Non à Edvige » a déposé des recours contre les deux nouveaux fichiers de police créés par décrets le 18 octobre, après le retrait d'Edvige I.

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH

KROKAGA





Nouvelles des affronts

La révolte comme crime
La pauvreté comme délit
A. Mattelart

Fermer les maisons closes ! Erreur, fermons les entreprises qui emploient des travailleurs clandestins. De qui se moque-t-on ? Le travail clandestin existe depuis que la protection sociale existe et il est inhérent au capitalisme et à ses cohortes de patrons voyous. De plus, il est le résultat de l'organisation contemporaine des entreprises et du management à flux tendus et du moindre coût qui depuis trente ans ont multiplié la sous-traitance et les entreprises parasites de tout acabit… Fermons donc Bouygues, EDF, la RATP et la SNCF, etc. En bref, plus besoin de faire la grève générale, Sarko s'occupe de bloquer le pays. Un coup médiatique de plus dans un océan de désinformation, un coup de bluff au moment où plus de 5 200 « sans-papiers », en grève, pour certains depuis six semaines, occupent de nombreux chantiers et officines… Exemple de dignité et de résistance ouvrières dont les travailleurs « paupérisés » devraient s'inspirer. Mais, là encore, il faut faire attention à ne pas tomber dans l'angélisme ou la démagogie car après les papiers, l'exploitation continue. Alors vigilance tant pour les *avec* que pour les *sans* !

Pendant la démagogie, les licenciements et les suppressions d'emplois continuent. L'AP-HP (hôpitaux parisiens), soucieuse de la qualité des soins, va supprimer 1 000 postes de soignants, PSA qui roule sur les fonds publics en menace environ 6 000. Dans les chantiers navals rien ne va plus : CGA-CGM pourraient en couler 4 000 et STX (ex-Chantiers de l'Atlantique) annonce un plan de départ de 351 « volontaires ». Même empressement pour le volontariat à Nestlé Waters pour près de 19 % de l'effectif, soit environ 260 buveurs de flotte qui sont incités à dégager. SKF délocalise en Bulgarie et ce sont 380 Vendéens qui se grippent et UniCrédit solde les comptes de 100 employés.

Et pourtant les conflits partiels, trop souvent défensifs, continuent, voire se multiplient. Grève dans les transports à Rouen et à Bordeaux et dans le RER en Ile-de-France, grève à la Société Générale pour les salaires. Mouvements sociaux à Paris où les cantines ont cessé de servir la soupe et dans les bibliothèques où le généreux maire de Paris souhaite supprimer le service des transports.

En région marseillaise, ça bouge aussi : odorante et victorieuse grève des éboueurs, conflit de quinze jours au Leclerc de Vitrolles et grève illimitée à l'usine de micro-électronique Atmel à Rousset (13) où le risque de fermeture se précise. Salins du Midi, mise au régime sans sel pour 59 paludiers : grève et manifestation à Nîmes (30). Et bien sûr, la grève qui a fait pschitt le 24 novembre à l'Éducation nationale et à la Poste. De fait, une petite mobilisation à l'occasion de journées de démobilisation auxquelles personne ne croit plus mais qui légitiment l'appareil bureaucratique toujours prêt à l'auto-satisfecit et à nous laisser croire que nos lendemains de gueule de bois seront meilleurs. Et après une semaine de grève au musée Beaubourg, démarrage en début de semaine d'une grève générale et illimitée dans les musées nationaux pour protester contre la réduction probable de 2000 emplois dans un proche « avenir ». Enfin, grève illimitée encore chez Continental, cette fois à Sarreguemines où le prolo devra faire 314 heures par an de taf en plus pour le même prix, sinon c'est le chantage à la restructuration et à la fermeture.

Belle victoire juridique pour les 47 licenciés d'Olympia en 2006 : la boîte a été condamnée à leur verser 2,5 millions d'euros. Un joli bas de laine d'autant que le motif de la condamnation est de ne pas avoir proposé à ces 47 mercenaires un poste en Roumanie où ils ne seraient probablement pas allés. Quand le bâtiment va tout va, la preuve : 50 000 emplois disparus en 2009, 30 000 annoncés en 2010. La sortie de « crise » est pour demain. Les 52 400 chômeurs de plus du mois d'octobre partagent l'optimisme de nos prévisionnistes émérites.

Ailleurs dans le monde, mêmes scénarios en Chine, où la triade marxiste-léniniste sévit encore officiellement, 104 morts de plus dans une mine après un joli score de 3 200 en 2008. Dans le Hainan, 3 000 ouvrières à l'usine Triumph ont cessé le travail pour obtenir le maintien de leur prime. Espagne, protestation à Iberia contre le gel des salaires qui a entraîné la suppression de plus de 400 vols. Grève « illégale et excessive », selon les autorités, des dockers du Pirée en Grèce, qui se sont mobilisés contre le casse attendu de leur statut. Il est probable qu'une grève légale et mesurée aurait suffi, mais il y a des excités partout…

Excitation légitime quand on nous annonce encore 4 000 licenciements à Alcatel et 2 500 à AOL dans le monde, 10 000 chez Opel en Allemagne et en Belgique, 330 chez Nokia dans la recherche en Finlande et au Danemark et 540 dans le groupe Time aux États-Unis. Enfin, bagatelle pour un massacre, depuis la fin 2007, les États-Unis ont supprimé 7,5 millions d'emplois. Quant à Dubaï, dont on nous rebat les oreilles sur les risques de faillite, rien sur les milliers de travailleurs, aux papiers souvent confisqués, qui vont se retrouver SDF par 50 degrés à l'ombre (voir ici l'article de J.-M. Traimond).

Pour finir, enfin une vérité historique définitivement établie et un joli coup de filet. Selon *Le Parisien* du 24 novembre – où l'on s'apprête à virer environ 100 personnes –, neuf braqueurs du gang Karl-Marx (*sic*) de Bobigny ont été écroués. Leurs noms ne sont pas encore connus mais nous ne serions pas étonnés d'y retrouver Dzerjinski, Oulianov, Trotski, Duclos et autres Jules Guesde… La triade chinoise n'a qu'à bien se tenir.

Hugues
Groupe Pierre Besnard

Sic transit gloria Dubaï

Adieu veaux, vaches, cochons, même si dans le très musulman émirat de Dubaï, on ne rencontre que peu de cochons, du moins de ceux à quatre pattes.

Nakheel, une compagnie qui appartient à Dubaï World, qui appartient au gouvernement de Dubaï, qui appartient à la dynastie des Maktoum, ne remboursera pas ses dettes pendant six mois. 59 milliards de dollars de dettes. Les dettes totales du gouvernement de Dubaï se montent à 80 milliards de dollars.

Nakheel a construit les îles en forme de palmiers sur l'océan, et quelques autres joyeusetés du même genre. Pour deux raisons : faire parler de Dubaï et donc attirer les investisseurs ; vendre les îles et donc gagner de l'argent. Si Nakheel a bien vendu les maisons sur le Palm Jumeirah, elle n'a vendu aucune des îles artificielles du projet mégalomane « The World » lequel dessinait la carte du monde, excusez du peu, en îles artificielles sur les eaux du Golfe Persique. Une île artificielle, ça coûte très cher. Il faut être très riche. Mais si l'on est très riche, pourquoi aller dans un pays où il fait 50 degrés pendant quatre ou cinq mois, où il y a beaucoup moins de femmes que d'hommes, où il n'y a rien d'autre à voir que quarante *shopping malls*, tous équipés des même franchises banales que partout ailleurs, de Starbucks à Zara en passant par The Body Shop ?

Dubaï a peu de pétrole. Aussi les Maktoum ont-ils compté sur la protection des États-Unis ; le statut de zone pacifique dans une région de guerres ; la proximité des capitaux arabes ; l'arrivée de capitaux à blanchir, principalement ex-soviétiques ; leur position géographique idéale entre l'ancien pouvoir économique l'Europe, et le futur pouvoir économique, l'Asie ; l'arrivée en masse de professionnels déjà formés, à chaque crise d'un des pays de la région, en particulier l'Iran, l'Inde et le Pakistan ; leur amitié envers tout le monde, le nationalisme arabe comme le capitalisme américain, l'impérialisme russe comme la sauvagerie Al-Qaedesque ou Bushite, les mafias d'Asie centrale comme les pilleurs de l'Afrique, etc.

Ils utilisèrent les revenus du pétrole pour désensabler la crique, construire un aéroport, creuser un gigantesque port, préparer les quartiers d'habitation pour les milliers de cadres, de techniciens et de sbires expatriés dont Dubaï aurait besoin. Ils planifièrent le développement futur de la ville dès les années soixante, pariant qu'un trou perdu deviendrait une métropole.

Photo de Max Lamour

Il leur fallait une ville disposant d'une masse critique de population et d'activités suffisante pour que, quelle que soit la situation économique, elle attire sans cesse, parce que les possibilités économiques y sont suffisamment vastes et diversifiées. Et ils voulurent ajouter tant au port franc qu'à la plaque tournante des capitaux une « gated community » des riches de la planète. Cependant les riches ne manquent pas de « gated communities » où le thermomètre ne monte pas à 50 degrés l'été. De là, cette surenchère architecturale qui a rendu, comme c'était son but, Dubaï célèbre : l'hôtel sept étoiles en forme de voile, la tour la plus haute du monde à 818 mètres, l'île artificielle en forme de palmier.

Il y a trois Dubaï. Le réel, le rêvé, le menaçant. Le Dubaï réel est unique dans l'histoire ; le seul État dont la croissance fulgurante ait été obtenue sans la moindre violence, jusqu'à la création de l'actuel hybride mi-Los Angeles, mi-Lausanne ; une ville trop étendue, trop dépendante de l'automobile, une ville lacérée par d'immenses autoroutes impassables ; une ville, peut-être la plus cosmopolite qui fut jamais, mais stérilisée par ses *shopping malls* ; une ville où les architectes, malgré des possibilités uniques, n'ont empilé que clinquant et chromé ; une ville-façade, où, comme l'avait prédit Debord, « le vrai n'est qu'un moment du faux », où le faux abonde, déborde, où tant est imité, si peu est créé ; une ville où les conflits de peuples et de classes sont prévenus par une ségrégation précise à l'extrême qui n'autorise à cohabiter que des identiques ; une ville étonnamment sûre… parce que les habitants y sont filtrés, limités à la catégorie des travailleurs entre 20 et 50 ans, de préférence mâles, et où le moindre conflit social, le moindre risque humain n'ont pour seul remède, comme la saignée et la purge qui soignaient tout jadis, qu'un siège dans un avion sans retour ; une ville qui, pour faire régler ses dettes par l'État-frère Abu-Dhabi va peut-être devoir choisir entre d'une part ses liens privilégiés avec l'Iran, à qui elle sert de communication avec l'extérieur, et d'autre part ses liens privilégiés avec l'axe Abu-Dhabi/États-Unis qui déteste ce double jeu ; une ville bigoto-pécheresse où la tolérance se résume à la prostitution et à l'alcool ; une ville dont on ne sait si elle mine l'islam en y injectant les insidieux poisons de la modernité, ou si au contraire elle le conforte en lui procurant une soupape de sûreté géante.

Dubaï en faillite

Le Dubaï rêvé est celui qu'avait patiemment serti l'émir actuel. Serti dans les médias du monde entier, dans le spectacle, au sens situationniste. Il suffit de se remémorer l'apologue du professeur Nozick. Dans *Anarchy, State, Utopia*, Nozick imagine une boîte où barboterait un cerveau humain, qui permettrait à ce cerveau de croire vivre ses désirs, aussi impossibles soient-ils. Célébrité, richesse, génie, amour, sans fin, sans limite, de quelque manière que l'on veuille. Sans pourtant jamais n'être autre chose qu'un cerveau dans une boîte.

Nozick se demande si, à supposer que l'on fabrique un jour cette boîte, certains la vendraient et certains l'achèteraient.

Cela ressemble-t-il à Dubaï ? Oui, car le Dubaï moderne a été édifié non tant sur le sable, que sur une pyramide de mythes.

En bas, au fond, le mythe le plus vaste. Celui du paradis régressif de la gratification immédiate, de la consommation déchaînée. Le lieu où l'on pêche à foison des esclaves, mâles pour travailler, femelles pour forniquer, où l'on jouit de climats mélangés (le ski dans le désert), où l'on construit les tours de Babel. Dubaï, le lieu où les adultes reviennent à l'omnipotence enfantine, pour gratifier leurs désirs d'adultes. Dubaï, le bordel bien élevé de la planète.

Juste au-dessus de ce mythe de fond, les deux mythes du capitalisme :

En mode mineur, la domination continue de l'humain sur la nature.

En mode majeur, la domination continue des riches sur les pauvres, des résolus sur les résignés.

En haut de la pyramide, bien visible, la perception mille fois répétée : « il n'y avait rien à Dubaï, donc tout y est possible ». Tout : bâtir une voile de bateau qui soit un hôtel ; construire une île (non, trois îles) sur du sable, c'est-à-dire mettre la terre sur la mer ; semer de la neige dans le désert, etc. Ce mythe-là susurre aux riches que Dubaï est le lieu magique de la *coincidentia oppositorum*, de la conciliation des contraires. Le lieu où la croissance économique jaillit sans terroristes, sans adolescents, sans grèves, sans politique, sans impôts. On sature donc la ville d'éjaculats de croissance : l'hôtel le plus cher du monde, la tour la plus haute du monde, les plus grands *shopping malls* du monde.

On dirait un quartier chaud, on dirait les néons d'un quartier chaud : ça brille, il y en a beaucoup, toujours plus, aucune promesse n'est interdite. La prostitution se résume à l'art de convaincre le miché qu'un peu d'argent lui donnera beaucoup de bonheur. Le capitalisme se résume à l'art de convaincre le travailleur qu'un peu de travail lui vaudra beaucoup d'argent. Le Dubaï rêvé se résume à l'art de convaincre les riches que l'argent permet de vivre comme les dieux.

Le Dubaï menaçant dépasse le Dubaï rêvé, mais procède de lui. Ou plutôt de l'écart entre le rêvé et le réel. Car pour que les mythes du Dubaï rêvé ne soient pas trop mis à mal par la réalité, il fallait que le pays ne soit pas un pays.

Un vrai pays regorge de vieux, d'adolescents, de malades, de mendiants, ces inutiles qui empêchent de croire qu'on peut vivre comme des dieux. Il faut que le pays ne soit qu'une entreprise, que la société ne soit une société qu'au sens commercial.

De là, comme dans une entreprise explicite, l'usage des travailleurs jetables. Ils ne viennent que pour travailler, sans leurs familles. Comme dans une entreprise avouée, il n'y a pas de *polis*, pas de communauté, pas d'institutions indépendantes, seul le réseau entrecroisé des chefs décide. Les patrons dubaïotes ne se distinguent guère de leur gouvernement, auquel à l'inverse nul n'appartient sans posséder d'importants intérêts commerciaux ou industriels. À Dubaï, le pouvoir commence avec la famille Maktoum. Puis s'étend, vers le haut, en direction d'Abu-Dhabi, le partenaire plus cossu, et vers les côtés en direction des grandes familles marchandes locales.

Aux riches étrangers, les Guizot des sables répètent sans cesse, enrichissez-vous. Aux travailleurs étrangers, les Guizot des sables ne répètent rien, et ne les paient régulièrement que s'ils sont indispensables. Aux touristes étrangers, aux bourgeoisies arabes, africaines, indiennes, iraniennes en goguette, les Guizot des sables tendent la serviette et le savon, comme les sous-maîtresses des bordels de l'autre siècle les tendaient aux conscrits en bordée.

La mort, l'extermination de la politique. L'État limité à ses deux rôles minimaux, créateur de la monnaie et maton de la plèbe. Dubaï SA plie le genou devant l'économie reine, l'économie ayant enfin tout conquis, le pouvoir, l'espace, le temps, la perception, la réalité, l'imaginaire. Le règne nu de la marchandise enfin débarrassé des fictions politiques, des oripeaux constitutionnels, du cache-misère appelé démocratie.

Dubaï ressemble beaucoup, sinon à notre avenir, du moins à l'avenir que la marchandise se souhaite.

Jean-Manuel Traimond

Une « gated community » une « communauté à porte », est un programme immobilier équipé d'une enceinte close dans laquelle on ne peut pénétrer que par la permission du personnel de surveillance (éventuellement armé), et dotée de règles strictes de résidence d'une part, d'admission à résider d'autre part, afin d'éliminer les pauvres, les jeunes, et selon les cas, les enfants, les animaux de compagnie, les athées (sic), etc. Les mots « ghettos à riches vieux » ont été utilisés à leur propos.

Voir François de Cusset, *Questions pour un retour de Dubaï*, in Mike Davis *Le Stade Dubaï du Capitalisme*. Les Prairies ordinaires, collection « Penser/Croiser ».

Copenhague

Chant des sirènes ou chant du cygne ?

Alex

Groupe Tous les maquis de la Fédération anarchiste animateur des Mangeux d'terre, chaque premier lundi du mois à 18 heures sur Radio Libertaire

L'ÉCHEC DES LUTTES INTERNATIONALES contre les émissions de gaz à effet de serre (GES) dues aux activités humaines est sans appel : en 2008, la combustion des ressources fossiles (pétrole, charbon, gaz, etc.) qui, outre la déforestation, constitue l'essentiel des émissions humaines de CO_2, a augmenté de 41 % par rapport à 1990, année de référence du protocole de Kyoto [1].

« En dépit du léger ralentissement noté en 2008 et du recul prévu pour 2009, les émissions de la décennie en cours se situent légèrement au-delà du plus pessimiste des scénarios proposés par le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) dans ses rapports successifs [2]. »

Une évolution totalement incompatible avec l'objectif d'une division mondiale par deux des émissions de GES d'ici 2050, sans laquelle les conséquences du changement climatique seraient dramatiques !

En un siècle, les températures se sont déjà élevées de 0,7 °C et le changement climatique devient de plus en plus perceptible : la fonte des glaces du Groënland s'est accélérée de 30 % depuis 1979 et l'élévation moyenne mondiale du niveau de la mer est actuellement de 80 % supérieure aux prévisions du GIEC [3].

Le changement climatique, une réalité

Si de nombreuses incertitudes scientifiques subsistent indéniablement sur l'évolution du climat et de ses conséquences (acidification des océans, réponse globale de la végétation terrestre, biodiversité, production agricole, etc.), des négateurs viennent régulièrement contester la réalité du changement climatique. Récemment, un géophysicien est venu expliquer sur France 2 que le Soleil était « un déterminant majeur du climat ». Alors que les années 2007 à 2009 sont au plus bas niveau d'activité solaire depuis 1910, elles font pourtant partie des dix années les plus chaudes depuis un siècle [4] ! Les attaques visant à nier le phénomène du changement climatique relèvent toujours d'une approche partielle et tronquée mais, comme le souligne une directrice de recherche du Laboratoire des sciences du climat : « Jusqu'à présent, personne ni aucune expérience n'ont permis de contredire la responsabilité des gaz à effet de serre dans la hausse des températures [5]. »

Si la bombe à retardement climatique nous laisse quelques décennies avant de produire ses effets, la menace la plus immédiate se situe en amont du cycle du carbone, dans l'épuisement accéléré des ressources énergétiques fossiles. Même la très « abondanciste » Agence internationale de l'énergie (AIE) reconnaît désormais l'imminence d'un pic pétrolier. À ce jour, aucun progrès technologique n'a permis d'enrayer la boulimie consumériste nécessaire à la croissance économique mondiale. Ces contradictions nous placent dans la perspective d'un effondrement progressif de l'économie, aux conséquences sociales dramatiques pour les populations les plus vulnérables [6].

L'échec de Kyoto

Face aux enjeux énergétiques et climatiques, les États apportent de mauvaises réponses. En signant le protocole de Kyoto, un certain nombre de pays industrialisés se sont engagés à limiter leurs propres émissions de GES entre 1990 et 2012 et certains pays, comme la France, se targuent même de leur réussite. Pourtant l'objectif de réduction de 5 % des GES, à peu près tenu grâce à la crise, est non seulement dérisoire, mais il s'applique à des pays qui ne représentent actuellement plus que 30 % des émissions mondiales [7]. De plus, le commerce international maritime et aérien n'est pas comptabilisé. Enfin et surtout, le mode de décompte retenu par le protocole de Kyoto reste une véritable arnaque : les émissions de GES sont imputées aux seuls pays producteurs et non aux consommateurs. Ainsi en 2005, un tiers des émissions de la Chine étaient liées à la production de biens destinés à être exportés en Occident [8]. Avec Kyoto, les pays riches se sont donc avant tout acheté une morale à bon compte en transférant la production nécessaire à leur propre consommation vers les pays « émergents », pour aboutir à l'échec que l'on connaît !

N'en déplaise aux chantres du capitalisme vert, le lien entre croissance économique et

prédation de la planète est avéré : le dernier rapport *Planète Vivante* 2008 montre bien la corrélation entre richesse monétaire et hausse individuelle de l'empreinte écologique [9].

Sur les questions énergétiques, les capitalistes aux abois orientent leurs efforts vers tout ce qui est susceptible de relancer le marché : de l'amélioration des performances énergétiques (cf. le secteur de l'automobile où il faut sans cesse remplacer pour vendre) au développement industriel des énergies renouvelables en passant par le maintien sous perfusion de la filière nucléaire.

Or ces politiques ont fait la preuve de leur inefficacité : en France, dans le secteur des transports, la baisse de la consommation unitaire des véhicules a été largement annihilée par la croissance du parc de véhicules, leur niveau de confort et les distances parcourues. Quant au supposé développement des énergies renouvelables, leur part dans la production totale d'énergie primaire est en France, inférieure à leur niveau de 1990 [10] !

Si on en est arrivé là, c'est que le système capitaliste est structurellement dans l'incapacité de maîtriser la demande d'énergie, et pour cause : celui-ci ne peut s'affranchir du bon vieux principe « Plus je casse, plus je remplace, plus je m'enrichis ». Condamné à croître pour ne pas aborder la question explosive de la répartition des richesses (Robert Heilbroner), le capitalisme est par nature dans l'incapacité d'actionner le seul véritable levier utile, la sobriété énergétique.

La division du travail, l'explosion du commerce international, l'enfermement de l'individu dans un individualisme consumériste, etc., tous ces éléments sont nécessaires à l'accumulation du capital. C'est pourquoi, à Copenhague ou ailleurs, tant que les lois du capitalisme et de la croissance primeront, le climat se déréglera !

Pour un catastrophisme éclairé

Résumons-nous : si d'un côté la prédation des ressources s'accélère et que de l'autre, celle-ci est vitale pour le système capitaliste, alors toutes les conditions d'une catastrophe annoncée sont réunies.

Nous autres, anarchistes, ne sommes pas prêts à renoncer à notre lucidité sous prétexte que nos analyses conduiraient au défaitisme ou effraieraient les populations. Ce catastrophisme n'a rien à voir avec les thèses millénaristes fondées sur l'espérance en une rédemption qui viendrait après la fin du monde. Anarchistes, nous l'étions bien avant que l'ampleur des dégâts écologiques ne nous donne encore un peu plus raison.

Le catastrophisme éclairé [11] est une posture intellectuelle consistant à se placer d'emblée après la catastrophe afin de mieux l'éviter, de façon à ce que lorsque celle-ci survient, nous ne soyons pas surpris mais le mieux préparés possible.

Au point où nous en sommes, il est important de comprendre que notre modèle de développement n'évolue pas de façon linéaire : en matière de climat ou de ressources énergétiques, le franchissement de plusieurs points de basculement peut entraîner des dégradations irréversibles [12]. Or, actuellement, le mouvement social (à l'intérieur duquel les anarchistes ne pèsent pas suffisamment) n'est pas en mesure d'enrayer la fuite en avant du système capitaliste.

Malheureusement, seule l'exacerbation des catastrophes paraît susceptible de créer les conditions d'une réaction d'ampleur. Et dans une telle situation, les valeurs de coopération, d'entraide et la capacité à développer des activités autonomes et de proximité seront alors déterminantes.

Les alternatives et le fédéralisme autogestionnaire

Heureusement existent de nombreuses initiatives autogérées (Amap, Sel, Scop, etc.) dans lesquels les populations s'investissent librement. Elles constituent d'indispensables points d'ancrage pour une relocalisation de l'économie. Parce que nous ne sommes pas des survivalistes [13] et qu'en tant qu'anarchistes, nous avons un projet de transformation sociale, notre tâche la plus urgente est de nous investir au côté de ces alternatives. À partir de notre propre expérience et de nos propres analyses, il s'agit donc d'en faire connaître les modalités pratiques tout en apportant notre regard critique libertaire. Il s'agit aussi, en tant qu'anarchistes, de pousser ces alternatives dans le sens du fédéralisme autogestionnaire et de montrer qu'ensemble, elles peuvent faire sens et permettre de gérer la société. Au-delà de l'indispensable révolte, c'est ce système cohérent que nous devons nous atteler à construire. **A.**

---

1. Étude annuelle du consortium scientifique Global Carbon Project, publié dans *Nature Geoscience* du 19 novembre 2009, cité par *Le Monde* du 18 novembre 2009.

2. *Le Monde* du 18 novembre 2009.

3. Publié le 24 novembre 2009 par une équipe internationale de 26 scientifiques qui recense les découvertes les plus récentes, non prises en compte dans le dernier rapport du Giec.

4. Voir l'intéressant démontage de l'argumentaire d'un géophysicien « climato-sceptique » sur http://sciences.blogs.liberation.fr/home/2009/11/climat-france2-dérape.html

5. Propos de Nathalie de Noblet rapportés par *Le Figaro* du 25 novembre 2009.

6. Voir l'article d'Agnès Sinaï dans *Entropia* (n° 7, automne 2009) sur la liquidation des services publics en Californie suite à la banqueroute de l'État.

7. *Journal de l'Environnement* (*JDLE*), 16 novembre 2009.

8. *Energy Policy*, 24 juillet 2008 cité par le *JDLE*.

9. Rapport *Planète Vivante* 2008, WWF, p. 27.

10. IFEN, données 2007.

11. Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé*, Seuil, 2004.

12. Voir l'étude « provocatrice » sur les neuf seuils biophysiques identifiés à ne pas dépasser sous peine de conséquences catastrophiques, sur www.goodplanet.info/

13. Pour faire face aux catastrophes écologiques et sociales annoncées, les survivalistes optent pour le repli sur soi et l'autarcie.

Pour une identité

Maurice Rajsfus

Ces extraits du *Manifeste communiste*, publié en 1847, n'ont guère perdu de leur actualité. Certes, mes camarades libertaires peuvent faire la moue à l'évocation de Karl Marx, et il faut bien constater que la notion de prolétariat a bien évolué depuis quelque cent soixante ans. Au fil du temps, le vocabulaire s'est assoupli, les prolétaires sont devenus travailleurs, puis ouvriers, salariés et, enfin, au travers du jargon populiste du PCF et de la CGT, les « gens »…Nous disposons même d'une nouvelle variété de bipèdes, les partenaires sociaux !

Alors, si les prolétaires n'avaient pas de patrie, les « gens » ont pourtant tendance à s'en revendiquer. Il faut bien constater que, depuis le Front populaire de 1936, et en tout cas au travers des combats pour la libération de la France, le poison nationaliste n'a cessé de gagner des couches de plus en plus larges dans les classes laborieuses. Récemment, il a même été possible d'entendre le chef de l'UMP de parler des « bobos de gauche », opposés aux « prolétaires de droite ». Curieux. C'est le monde à l'envers mais c'est celui dans lequel nous vivons, et nous sommes bien loin de cette identité internationaliste qui permettrait de calmer bien des tensions.

Expulser et exploiter dans le même temps

Le grand débat qui agite les bons esprits depuis que le gardien de l'Identité nationale, Éric « Judas » Besson a jeté son gros pavé dans la mare, atteint désormais tous les secteurs de la société bien française. Nicolas Sarkozy, toujours à l'affût, ne tardait pas à reprendre au bond le ballon d'essai lancé par son commis aux mauvaises causes. Allait suivre le sinistre Darcos, lequel avait immédiatement compris l'intérêt de relier ce cocorico au problème des travailleurs sans papiers, qui venaient, au grand jour, de révéler la duplicité de leurs patrons.

Ensuite, toutes les éminences de l'UMP devaient applaudir à tout rompre cette relance de l'identité nationale, et la fierté d'être de vrais Français de France, dont les enfants devraient chanter *La Marseillaise*, au moins une fois par an. Au PS, on avait timidement suivi ce débat, craignant d'être qualifié de nationaliste par les uns, et insuffisamment patriotes par d'autres. Quant au Front national, qui tenait également à faire entendre sa voix, il suggérait que l'élève Sarkozy pouvait « mieux faire ». Reprochant ainsi au président de la République de ne pas expulser suffisamment de sans-papiers, dans le même temps qu'il continuait à ouvrir largement les portes du pays de la liberté à des étrangers sans foi ni loi. Ce qui devrait fâcher Nicolas Sarkozy, grand maître de la démagogie institutionnelle.

Dès le début, il était évident que les sans-papiers étaient pris pour cible. Y compris ceux dont les enfants sont obligatoirement scolarisés. Pourtant, là où la tragi-comédie devait atteindre au sublime, c'est lorsque Xavier Darcos, ministre du Travail, se mit à proclamer que les entreprises, coupables d'employer des sans-papiers, pouvaient être fermées, en guise de sanction. On imagine, sans rire, l'interdiction faite à Bouygues de poursuivre ses activités. Lequel, bien entendu, fait appel à une main-d'œuvre sans papiers, par le biais de sociétés écrans.

Êtes-vous plus Français que lui ?

Soyons sérieux… Ce qui est en cause, ce n'est pas simplement l'identité française qui paraît tellement tourmenter Nicolas Sarkozy. Ce qui détermine l'actuelle campagne, c'est bien évi-

internationaliste !

« ... Le travailleur industriel moderne, l'asservissement moderne au capital, aussi bien en Angleterre qu'en France, en Amérique, en Allemagne, dépouillent le prolétaire de tout caractère national... Le prolétariat de chaque pays doit en finir d'abord avec sa propre bourgeoisie... Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut ôter ce qu'ils n'ont pas... »

demment la volonté de capter les voix de l'électorat du Front national, dans la perspective des prochaines élections régionales. Comme pour l'élection présidentielle de 2007. C'est au sein du FN que notre petit rejeton de Hongrois, qui ne va pas tarder à se prendre pour Jeanne d'Arc, espère trouver ces bons Français de France qui feront la différence lors de la prochaine consultation électorale.

Cette obstination à rassembler les « nationaux », sous la bannière de l'UMP, nous renvoie à une affiche, datant de l'été 1940, avec une photo du maréchal Pétain, pot de fleurs sur la tête, avec en légende cette interrogation en guise de slogan : « êtes-vous plus français que lui ? » Cela dans un temps où le chef de l'État français s'apprêtait à promulguer une loi sur « Les étrangers en surnombre dans l'économie française. »

Surtout pas d'amalgame dans ce rappel à l'histoire. Simplement la permanence d'une volonté, en période de crise, de montrer du doigt l'origine de nos malheurs. Nous devons rester calmes, nos dirigeants ne sont pas xénophobes ! Cela doit être bien compris. Il y a pourtant des lois qu'il faut se garder de transgresser. Ainsi, vivre au pays des droits de l'homme, sans titre de séjour, constitue un délit dont la sanction ne peut être que l'expulsion. Ce qui doit permettre de rester entre authentiques descendants de Gaulois ou de Germains, plus souvent.

Bien sûr depuis la Révolution française, dont se revendiquent Sarkozy et ses affidés, il va de soit que la Déclaration des droits de l'homme nous concerne tous, tout comme nous sommes censés être égaux. Du calme ! Il faut bien comprendre, expliquent les bons Français, qu'il faut vivre avec son temps. Comment supporter cette invasion de miséreux venus des pays du Sud, alors que nos salariés supportent durement les effets du chômage ? Tous nos grands patriotes, surtout héritiers des collabos des années 1940, qui avaient le béret basque vissé sur la tête, n'ont que mépris pour ceux des étrangers qui sont encore chez nous, désarmés, exploités, mais accusés de bénéficier de faux papiers. Peu importe qu'ils payent des impôts et s'acquittent de leurs cotisations de Sécurité sociale.

Les Français ne sont peut-être pas majoritairement xénophobes, mais ceux qu'ils ont élus pour les gouverner le sont largement à leur place. D'ordre et pour compte, comme on dit à la banque. Chacun sait que les Français ne sont pas plus racistes qu'ils ne sont xénophobes, mais il est évident qu'ils n'ont jamais vraiment apprécié les « Bougnoules ». Particulièrement depuis la guerre d'Algérie. Ce qui fait que les propos sur l'immigration de Sarkozy, Besson, Darcos et Hortefeux peuvent trouver un large écho parmi les descendants des anciens prolétaires, qui ont été nombreux à les porter au pouvoir, à l'occasion d'élections parfaitement démocratiques.

Sans oublier les enfants...

Jadis, on disait des étrangers, c'était les Polonais, les Italiens puis les Portugais, qu'ils venaient « manger not'pain ». De nos jours, le propos est nettement plus brutal. Ceux qui viennent des pays du tiers-monde, ne font qu'encimbrer notre sol national. Sous-entendu qu'ils polluent l'atmosphère au pays jadis réputé pour son droit d'asile. Ce n'est pas vraiment nouveau. Déjà, en 1991, Jacques Chirac s'irritait « du bruit et de l'odeur » des étrangers. En 2009, Sarkozy, Besson et Hortefeux s'appliquent surtout à les expulser... Sans oublier les enfants !

M. R.

Téléthon, charité et libéralisme

Jacques Langlois

Le bon Bergé vient de déclencher une polémique sur le Téléthon ; c'est amusant que les postulants au *charity-business* se mettent à se déchirer sur le partage du pactole. Cela peut s'expliquer par le fait que 30 % des fonds recueillis disparaissent dans les frais administratifs de gestion, la communication et la pub, les rémunérations des « permanents », les « mailings », etc., et en sachant que les responsables se sucrent parfois au passage (frais de réception, hôtels quatre étoiles, voitures avec chauffeurs, indemnités diverses, etc.) comme l'avait montré, notamment, une enquête sur l'opération « pièces jaunes ». Disons tout de suite que ce n'est pas le cas de Pierre Bergé qui met du sien dans le Sidaction et qui le finance largement à ses frais.

L'habitude de remplacer les services publics par la charité privée, de faire disparaître la recherche de la justice derrière le don individuel.

Mais le vrai problème n'est pas là. Il réside dans le fait que le *charity-business* contient et véhicule une idéologie particulière, celle-là même qui est portée par le néolibéralisme moderne. Les braves donateurs prennent avec ce système l'habitude de remplacer les services publics par la charité privée, de faire disparaître la recherche de la justice derrière le don individuel. C'est pratique à la fois pour le gouvernement, qui peut ainsi se dégager des solutions collectives en les finançant de moins en moins, et pour les bienfaiteurs qui s'achètent ainsi une bonne conscience à bas prix car la chose est largement défiscalisée. Ce qui montre bien que l'État pousse à la substitution de la charité à la justice.

Pour comprendre cette politique de régression vers « l'insolidarité » collective et la progression de l'esprit des dames patronnesses, il faut en revenir aux fondamentaux idéologiques du libéralisme. Déjà, ce dernier raisonne en termes de dons ou de tares individuels et de lutte pour la vie dans un monde concurrentiel impitoyable. Si vous naissez handicapé (ou le devenez accidentellement) ou frappé d'une maladie génétique, c'est que vous et vos parents ont tiré un mauvais numéro dans la loterie de la vie. Comme ce malheur vous arrive à vous, il n'y a pas de raison que la collectivité en paye les conséquences à votre place. C'est du reste le principe même de l'assurance privée qui fixe le montant des primes à verser en fonction de vos caractéristiques personnelles et de savants calculs d'actuaires sur les différences de risques. C'est pourquoi les compagnies d'assurances privées réclament depuis longtemps le droit d'accéder au dossier médical des clients et seraient ravies de disposer de la carte génétique de chaque individu. Gageons que cela finira par leur être accordé au nom de la compétitivité des compagnies d'assurance françaises déjà en concurrence avec les étrangères sur le territoire francaoui. C'est pourquoi les compagnies d'assurances luttent pour faire remplacer notre bonne vieille « sécu » et les mutuelles complémentaires (lesquelles ont été alignées par Bruxelles sur les compagnies privées au nom de « la concurrence libre et non faussée » ; pensez donc : une mutuelle, qui ne fait pas de sélection des risques, peut être moins chère qu'une assurance commerciale !) par l'individualisation des assurances et des primes et l'offre marchande et personnalisée. Car la « sécu » ne tient pas compte des âges, des sexes, des caractéristiques personnelles pour ses tarifs qui sont fondés sur des taux appliqués aux salaires, donc proportionnels aux moyens et non aux risques. C'est une solidarité collective qui est ainsi encore en

Salauds de pauvres que le libéralisme recommande de ne pas aider, car ce serait un encouragement à leur multiplication.

place, solidarité qui signifie que toute vie se vaut et que personne n'est responsable tout seul des aléas de sa vie.

Fondé sur l'individualisme et l'inégalité, le libéralisme fait la chasse aux services publics, tels l'école ou La Poste ou l'hôpital, qui, dans son idéologie, présentent moult défauts : ils sont ouverts à tous sans rivalité et sans exclusive (théorie des biens publics) ; ils sont financés par les impôts ou les cotisations alors qu'il faudrait les diminuer..., surtout pour les riches ; ils offrent une solidarité et des moyens d'égalité des chances et des conditions. Or, les inégalités sont à la fois liées aux « mérites » et aux dons individuels et résultent de l'exercice de la liberté individuelle. Les services publics, en procurant une offre égale pour tous, limitent la liberté et instaurent un début de totalitarisme socialiste. Ils encouragent les fainéants à vivre aux crochets de la collectivité ; ils favorisent les « passagers clandestins » et les tire-au-flanc. Du reste, les pauvres ne sont que des nuls, des irresponsables et des « risquophobes » qui ne savent pas ou ne cherchent pas à se servir de leur liberté. Salauds de pauvres que le libéralisme recommande de ne pas aider, car ce serait un encouragement à leur multiplication. Laissons faire les lois de Malthus par lesquelles leur nombre ne peut que s'ajuster mécaniquement à l'état des ressources et de la population. C'est pourquoi les généreux Gibbies supprimèrent au XIXe siècle l'assistance des communes aux pauvres (loi sur les pauvres) dans le temps même où on leur enlevait leur droit d'accès aux terres communes (les fameuses « *enclosures* ») au profit des propriétaires terriens. Le libéralisme prône donc de laisser crever les inutiles, les malades, les handicapés qui augmentent les frais généraux du pays et sont sources d'inefficacité et d'improductivité (libéral *dixit*). Encore un effort, Messieurs les libéraux, soyez logiques et conséquents avec vos principes ! Revenez à l'exposition des bébés handicapés effectuée en Grèce pour les faire mourir ; imitez les Esquimaux pour lesquels les vieux, bouches inutiles, doivent d'eux-mêmes se mettre seuls sur la banquise pour y mourir de froid. Du reste, Malthus recommandait de ne pas faire la charité. Pourquoi la facilitez-vous maintenant ? C'est contraire à votre doctrine ! Je reviendrai, *infra*, à cette question.

Le libéralisme est un utilitarisme où n'a de valeur que ce qui apporte des satisfactions individuelles et égoïstes. Sauf chez Bentham qui veut que l'utilitarisme apporte le bonheur au plus grand nombre, ce qui signifie qu'il peut y avoir des personnes sacrifiées pourvu qu'elles contribuent ainsi audit bonheur du plus grand nombre. Ce qui veut dire aussi que, à rebours de l'évolution des sociétés modernes vers plus de justice et vers le respect inconditionnel de la dignité et de la vie de toute personne, fût-elle malade, le libéralisme milite pour que les lois ne s'occupent que d'utilité et d'efficacité et certainement pas de morale. Il le dit clairement en économie, présentée comme une science pure et amorale, et en doctrine politique pour laquelle la loi et le gouvernement doivent être neutres vis-à-vis des conceptions du monde, des finalités existentielles et des valeurs morales. Vous avez donc le droit, si c'est dans vos convictions, de faire la charité. C'est une première raison de la laisser faire actuellement car dans le cas contraire, l'État ne serait pas neutre à l'égard de cette conception-là de l'amour du prochain.

À diminuer les moyens publics, à creuser les déficits de façon à pouvoir dire enfin que la gestion publique est toujours inférieure à la privée et que l'État devenu ainsi impécunieux ne peut plus payer.

Une deuxième raison réside bien plus prosaïquement dans le fait que les politicards professionnalisés et partisans sont des rusés. Ils ne peuvent rayer d'un trait de plume les services publics et les solidarités mutuelles installées dans les consciences citoyennes et portées par des valeurs partagées. Il faut y aller en catimini, progressivement et par étapes, par saucissonnage des problèmes, de façon que chaque « réforme » n'ait pas l'air d'une révolution heurtant la culture et les mœurs des citoyens. La stratégie consiste alors à cacher le but, à noyer le poisson sous une avalanche de « rupturettes » à la Tsarkozy, à diminuer les moyens publics, à creuser les déficits de façon à pouvoir dire enfin que la gestion publique est toujours inférieure à la privée et que l'État devenu ainsi impécunieux ne peut plus payer. L'exemple le meilleur est celui de l'hôpital, déjà victime de multiples réformes, que le gouvernement veut faire « converger » avec les cliniques sous la pression de l'unicité de la tarification à l'activité. Un réseau de cliniques s'étant glorifié de coûter 30 % moins cher que l'hôpital, il convient de rappeler que c'est de la désinformation totale. En effet, cela ne dit pas que les salaires des médecins ne sont pas comptés dans les frais des cliniques et que celles-ci ne font pas obligatoirement les urgences, les cas difficiles et la recherche-enseignement ! Le néolibéralisme consiste donc à forcer les gens à recourir aux solutions privées (retraite par capitalisation, assurance-santé personnelle, école privée, etc.) et cela, en plus, en se fondant sur des comparaisons spécieuses. Qui a dit que le libéralisme c'est la liberté puisque, en fin de course de cette stratégie, le citoyen n'aura le choix que de s'adresser à des services privés ? Mais, disent les libéraux, la liberté de choix demeurera puisque les offres privées et marchandes sont ouvertes à la concurrence. Cette réponse est un pur mensonge car l'heure est à la concentration et à la monopolisation à cause même de la concurrence sauvage qui pousse à la spécialisation et aux « économies d'échelle » par extension des entreprises et de leurs parts de marché. Du reste, le cas de la santé aux États-Unis le montre bien : les offreurs forment un oligopole national et des monopoles locaux. Ce qui explique que le lobby des assureurs ne veut pas d'une offre minimale publique ouverte à tous (plan Obama) car, tenez-vous bien, ce monopole socialiste supprimerait la concurrence et la liberté de choix des clients de santé. Or le plan d'assurances publiques pour la santé vise précisément à mettre fin au monopole de l'offre privée, laquelle a conduit les États-Unis à 48 millions de personnes sans couverture sociale et à une dépense de santé se montant à 16 % du PIB (11 % en France).

Une troisième raison de faciliter une charité si contraire aux principes libéraux se trouve dans le fait que les politicards sont encore élus. Ils ne peuvent trop brimer les pauvres qui risqueraient de mal voter. Il faut donc laisser la charité occulter les conséquences de la politique libérale menée par les « députains » et les gouvernements, et corriger ses dégâts. Le problème est que cette politique accroît sans cesse et massivement les « exclus du banquet de la nature » (Malthus).

Donc la charité ne peut que s'épuiser car elle n'y suffira pas et que les classes moyennes sont de plus en plus essorées par la politique libérale du tout-marché mondialisé. Mais les politicards sont rusés et ont préparé une solution qui les rend irresponsables de la faillite prévisible. D'ores et déjà, ils se sont défaussés des vraies décisions sur des « organes » internationaux (UE, OMC, FMI, etc.) et sur des automatismes (le marché et la concurrence) qui excluent la démocratie. Ils ne sont plus les vrais décideurs ; ce sont les experts et les multinationales qui prennent toutes les options importantes à la place des peuples et de leurs *compradores* élus, soi-disant représentatifs. Dans cette logique, pourtant opposée au libéralisme politique qui a inventé la démocratie, il faut envisager la fin prochaine des faux-semblants démocratiques locaux. Le Nicktalope présidentiel est sur la bonne voie : recentralisation partout (exemple : l'hôpital où les directeurs manageurs sont nommés par le directeur de l'Agence régionale de santé [ARS], lesquels sont des sortes de préfets médicaux nommés par le pouvoir ; autre exemple : l'étouffement fiscal des collectivités locales ou la conduite du projet de « Gross Paris » transformé en nouvel EPAD) ; réduction des parlementaires au rôle de godillots de sa majesté, domestication des ministres au service du mitron, c'est-à-dire du général Boulanger en plus petit, etc. La logique voudrait donc que l'on fasse comme « Napoléon le petit » : institutionnaliser la réalité, à savoir l'inutilité totale des élections de représentants. Mais les politicards tiennent à ce rôle de faire-valoir parce que c'est un à-valoir rentable : le « députain » coûte environ 18 000 euros par mois au pays et par tête de pipe (multipliez par 12 pour un an et par 577 députés plus 343 sénateurs). La place est bonne si on est élu ou réélu pour ne pas faire grand-chose puisque le pouvoir réel est ailleurs, notamment chez Gnafron Ier. C'est un si bon fromage qu'il serait idiot de s'en priver. Donc on va continuer d'un côté à vider la démocratie de toute substance, de l'autre à maintenir sa façade à l'instar des « villages à la Potemkine ». Cela ne marchera plus quand la charité deviendra inopérante et que le pays croulera sous la dette pourtant créée pour liquider les services publics.

Ils ne sont plus les vrais décideurs; ce sont les experts et les multinationales qui prennent toutes les options importantes à la place des peuples et de leurs *compradores* élus, soi-disant représentatifs.

Mais les politicards tiennent à ce rôle de faire-valoir parce que c'est un à-valoir rentable : le « députain » coûte environ 18 000 euros par mois au pays et par tête de pipe.

On voit donc bien qu'il y a une collusion de fait entre le néolibéralisme et l'extension démesurée de la charité privée qui plus est de plus en plus médiatisée et transformée en grandes messes télévisées : il ya même un *business* des fichiers de donateurs (que fait la Cnil ?) et les officines de charité se refilent leurs listes de sorte que si vous avez mis le doigt dans l'engrenage, vous êtes inondé de demandes.

Je fais une proposition : au lieu d'en appeler à la charité pour la santé, la recherche médicale, l'accès aux soins et aux médocs, il faudrait que les budget de l'armée et de l'Assemblée nationale y soient soumis. Je recommande aussi de ne rien donner au *charity-business*, ce qui encourage le gouvernement à se désengager. Mais donnez aux ONG de résistance civique comme Transparency International ou Oxfam ou la Ligue des droits de l'homme… Là, c'est utile pour lutter contre les ravages du libéralisme et la corruption des politicards qui va avec. J. L.

Omsk en Russie

Persécution de l'opposition

À Omsk a commencé le harcèlement intense et une pression sur les membres de la « Sibirskaya Konfédéraziya Trouda (SKT) » – la Confédération sibérienne du travail. Cette organisation est une union interrégionale des syndicats, fondée en 1995 par des militants de la Confédération des anarcho-syndicalistes. La SKT a beaucoup de sympathisants et est activement engagée dans la défense de leurs droits de travail et de leurs droits sociaux. Au sein de la SKT fonctionnent une organisation de la jeunesse « Soyuz Avtonomnoy Molodeji (SAM) », l'Union de la jeunesse autonome, ainsi que le Comité pour la protection des élèves sortant des orphelinats. La position politique de la SKT a attiré l'attention des structures policières, qui, accomplissant *de facto* les fonctions de la police politique, ont commencé à poursuivre les militants.

Tout a commencé après le 31 août, quand les militants de la SKT ont déclaré un rassemblement contre la violation des droits et libertés des citoyens par des policiers. Puis, dans la ville, deux policiers ont tué un homme. L'action a réuni un grand nombre de jeunes et les actions des militants ont reçu une large publicité dans les médias. Lors du rassemblement, deux méthodes policières ont été utilisées : infiltration de provocateurs en civil (bien sûr parmi les membres du service d'ordre) et l'utilisation de la « Jeune Garde », qui empêchait d'organiser des rassemblements. Après cela, commença la véritable persécution des militants de la SKT.

Plus tard, en ville, eut lieu un double assassinat, encore une fois par un policier. À l'initiative du mouvement de la jeunesse « Iabloko », a eu lieu un meeting auquel les militants de la SKT ont participé. Bien que le rassemblement soit autorisé, il a été attaqué par environ cent employés du Département des Affaires Intérieures (UVD) qui étaient en civil et ont utilisé comme armes des drapeaux de la Russie ! Tout l'espace autour du meeting était blindé de bus. Bien que les journalistes présents aient été ceux du journal *Novaïa Gazeta*, l'article sur la campagne a quand même été publié. Ceci a mis en colère l'UVD et les autorités locales.

Afin d'être en mesure d'interpeller officiellement les membres de la SKT et les manifestants, l'UVD monte alors une affaire criminelle contre un militant d'une autre organisation – le Front de gauche – qui, selon des officiers des forces de l'ordre, se trouve sous l'influence de la SKT. La cause de l'ouverture de cette affaire est la découverte de tracts nazis, qui, paraît-il, auraient été en possession du militant. Dans le même temps, les membres de la SKT restaient fidèles à des positions cohérentes d'internationalisme et d'antifascisme.

Néanmoins, lors de l'un des rassemblements suivants, des provocateurs du département de police ont distribué un tract, où Elena et Vasiliy Starostin – deux des fondateurs de la SKT – sont accusés d'avoir des liens avec le mouvement nazi. En outre, le texte prétend que la SKT utilise des ex-orphelins, en leur promettant de régler leurs problèmes, promesses qui selon le département des Affaires intérieures ne seraient pas tenues. Ce qui s'avère mensonger, puisqu'à l'initiative de la confédération, plus de 120 procès ont été gagnés et environ 50 enfants vivent déjà dans des appartements suite à la décision du tribunal.

Puis le service de police a commencé à interroger des militants identifiés lors des rassemblements. Ils ont convoqué également les Starostin. Il a été déclaré que ces derniers avaient une mauvaise influence sur les jeunes et qu'ils devaient cesser leurs activités. Au travail, Elena Starostsina a commencé à éprouver des pressions de la part de son employeur : il y a de plus en plus de contrôles afin de pouvoir la licencier.

Sur de nombreux jeunes participant aux actions de la SKT commencent à s'exercer des pressions au sein de leur université. Ces jeunes ont été convoqués chez le directeur de la faculté. Une réunion a été organisée au sein de la faculté concernant leurs activités « extrémistes ». Ces étudiants sont menacés d'expulsion. En outre, la police a commencé à interpeller leurs parents, exerçant des pressions en raison des activités de leurs enfants. La mère d'un des participants serait prochainement licenciée, ce qui pourrait arriver à d'autres parents.

Lors de l'interrogatoire dans l'UVD, il a été ouvertement déclaré aux Starostin qu'en participant aux actions de la SKT et faisant partie de la SKT, ces jeunes ne pourront trouver du travail nulle part dans la ville. De plus, les menaces de caractère physique ont commencé : « Ne craignez-vous pas que des "skins" viennent vous casser les bras et les jambes ? »

Il est clair que le but principal de toutes ces actions est d'intimider les militants et de les empêcher d'organiser de nouvelles manifestations. La direction de l'UVD ne souhaite pas que les informations concernant cette affaire se propagent en dehors de la ville d'Omsk. À cet égard, les militants de la SKT demandent et insistent pour que soit diffusée cette information.

Traduction de Natalia
Groupe Idées Noires

Source : l'Institut Action collective, IKD : www.ikd.ru/node/11558. *La Région d'Omsk. Les droits politiques et civils* publiée à 19h27, le 6 novembre 2009.

Entretien imaginaire

avec l'auteur de *Galafieu*

Caroline Granier : Henry Fèvre, plus de soixante-dix ans après ta mort, les éditions Ressouvenances publient un de tes romans, *Galafieu*. Alors, heureux ?

Henry Fèvre : Oui, bien sûr, je me suis beaucoup attaché à ce personnage de Galafieu, que j'avais d'abord créé pour une pièce de théâtre d'ailleurs, avant d'en faire un personnage de roman. Malheureusement, le livre n'a pas été reçu comme je l'espérais.

CG : Il a pourtant été bien lu et beaucoup commenté. De nombreux littérateurs, à ton époque, en parlent : comme par exemple les deux auteurs qui signent Marius-Ary Leblond dans un des premiers ouvrages de critique littéraire sociologique : *La Société française sous la Troisième République vue par les romanciers contemporains* paru en 1905.

HF : Certes, mais c'est là le problème. As-tu lu ce qu'ils disent ? Je cite : « C'est en tant que raté qu'il est et finit anarchiste. » Ils voient en Galafieu un raté ! Un minable, quoi. Or pour moi c'est un véritable héros, bien que… c'est-à-dire justement parce qu'il est totalement inadapté à la société de son temps.

CG : Galafieu ne semble pourtant pas avoir d'idée politique précise. Il vit au gré de ses désirs, sans aucune théorie pour le guider, sans rallier aucun groupe politique.

HF : Eh bien oui, c'est cela qui me plaît en lui. Il reste un homme libre. Moi aussi j'ai toujours répugné à m'engager dans un parti. C'est ce que j'écrivais l'autre jour – enfin, je veux dire en 1893 - à mon ami Lucien Descaves. Je lui demandais de se joindre à Jules Case, Jean Ajalbert et moi pour tenter de centraliser les forces littéraires et politiques de la jeunesse. Mais je voulais un groupement « en dehors de toutes formules politiques connues ». Je lui précisais bien : « Pas de programme étroit compromettant notre indépendance personnelle. »

CG : Donc, Galafieu n'est pas un raté ? Il a pourtant échoué à changer l'ordre social – et n'a même pas réussi à vivre de façon indépendante.

HF : On peut voir les choses autrement. C'est la société qui est ratée, qui ne laisse aucune place à des individus tels que Galafieu. Ou d'autres. On peut penser aux « oiseaux de passage » de Jean Richepin, aux déclassés, aux en-dehors, à tous les vagabonds… Mais je te parle d'une autre époque. Aujourd'hui, où sont les vagabonds ?

CG : Les Rmistes, les chômeurs ?

HF : Je ne crois pas. Ceux-là font partie du système, en quelque sorte. Les individus tels que Galafieu se voulaient résolument en dehors. Jamais Galafieu n'aurait été mendier un revenu d'existence légal !

CG : Alors il serait peut-être comparable aux désobéisseurs, décroissants, fraudeurs, casseurs…

HF : Sans doute. Ceux qu'on traque, qu'on enferme – parce que leur simple existence est une menace pour le système en place.

CG : Et l'anarchie dans tout ça ?

HF : « Vive l'anarchie », crie Galafieu avant de mourir. Ce n'est quand même pas un hasard.

CG : Mais bien des critiques ont fait remarquer qu'il ne savait pas trop ce qu'il disait. A-t-il seulement une idée précise des théories de Proudhon, Kropotkine, Élisée Reclus…

HF : Oh ! pas besoin d'avoir lu toute la collection de *La Révolte* ! L'anarchie, il ne la comprenait que trop bien. Je veux dire par là qu'au-delà d'une théorie en train de se faire, l'anarchie était avant tout, à mon époque, l'expression d'une révolte sociale, profonde. Léauthier XE « Léauthier (Léon-Jules) », autre anarchiste dont je me suis beaucoup inspiré pour *Galafieu*, disait au sujet des idées libertaires : « On "respire" ces idées-là maintenant, et quand même *Le Père Peinard* et *La Révolte* ne paraîtraient plus, ça ne ferait rien, rien ».

CG : Pour finir, un message aux lecteurs et lectrices du XXIe siècle ?

HF : En 1893, j'écrivais un article pour dénoncer le parlementarisme dans lequel je rêvais : « Et l'on s'étonne, et l'on s'indigne des colères et des impatiences qui éclatent… Ô bombes de l'avenir ! » Je ne savais pas que mon article paraîtrait juste après l'attentat de Vaillant à la Chambre des députés ! J'aimerais retenter le coup… mais les temps ont changé. Ce ne sont plus quelques bombes qui suffiraient, aujourd'hui, pour ébranler le nouvel ordre économique mondial. Mais je continue à croire que c'est possible de renverser le système, et qu'il faut commencer comme Galafieu, par se réapproprier son existence, par refuser l'inacceptable. Voilà peut-être le message que je vous envoie avec ce livre. »

Propos (presque) recueillis par Caroline Granier

Galafieu (fac-similé de l'édition originale), Ressouvenances, juillet 2009, 20 euros.
Présentation à Publico le 19 décembre à 16 h 30.

Collés à l'histoire

Après deux indispensables livres d'art sur les affiches des combattants de la liberté– *Espagne 1936* et *Espagne 36/75*) – les Éditions libertaires récidivent avec un superbe ouvrage consacré aux autocollants politiques, *La Lutte des signes.*

Paco

Quarante années de propagande politique adhésive sont réunies dans les chapitres préparés par Zvonimir Novak, professeur d'arts appliqués et grand collectionneur de vignettes militantes. En vérité, Zvonimir Novak nous emmène encore un peu plus loin dans le temps puisqu'il nous présente aussi quelques spécimens de vignettes gommées datant de 1906. Dans le livre de Guillaume Doizy, *Les Corbeaux contre la calotte* (Éditions libertaires, 2007), on notait qu'à cette époque les anticléricaux diffusaient déjà des milliers de papillons pour bouffer du curé via des illustrations saignantes. Au même moment, la CGT (conduite alors par les anarchistes) utilisait, entre autres choses, des moyens identiques pour militer en faveur de la « grève générale expropriatrice ». Les éditeurs du *Libertaire* faisaient aussi leur « pub » de cette façon, tout comme le syndicat de locataire créé par l'anarchiste Georges Cochon, ancêtre de Droit au logement, qui éditait des vignettes pour lutter contre les proprios vautours.

Les amis qui abordent la cinquantaine ou la soixantaine retrouvent dans le livre de Zvonimir Novak une partie des autocollants qui ont tapissé leur 2CV, leur 4L ou leur combi VW dans les années 1970-1980 : Lip, Larzac, objecteurs de conscience, lutte antinucléaire… Les plus jeunes pourront observer à la loupe les autocollants qu'ils croisent aujourd'hui sur du mobilier urbain ou sur des manifestants : le chat noir cénétiste, le haut-parleur du NPA, le « Casse-toi pov'con » du PG, etc. Chaque document est accompagné d'une description, d'un commentaire, de son année de parution, de son format et de son auteur.

Les anarchistes (FA, AL, CNT, Scalp-No-Pasaran, autonomes, etc.) ouvrent le bal avec une imposante production anticléricale, antirépression, anticapitaliste, féministe, antifasciste… Les dessinateurs Reiser, Cabu, Luz, Faujour, Tardi, les Chats pelés, etc., ont pris la relève des Gustave Courbet, Camille Pissarro, Félix Valloton, Kupka ou Paul Signac qui prêtaient main forte aux anars à la fin du XIXe et au début du XXe siècle pour illustrer leurs publications.

Les Éditions libertaires n'ont pas édité là un ouvrage nombriliste. Des chapitres entiers sont consacrés à l'imagerie de plusieurs planètes militantes. Défilent sous nos yeux les trotskistes (LCR, JCR, NPA, LO, OCI, AJS, PCI, MPPT), les maoïstes, les « alter-écolos » (PSU, Arev, comités Juquin, Verts, Alternatifs, antinucléaires, altermondialistes), les collectifs de lutte (antiracisme, féminisme, anti-G8, luttes étudiantes, pacifisme, Vietnam, Chili, Argentine, Pologne, Nicaragua, Kanaky, Palestine, etc.), les communistes (PCF, MJCF et quelques « satellites » : MRAP, SPF, FSGT, Mouvement de la paix), les socialistes (PS, MJS, Parti de gauche).

La Lutte des signes ne se résume pas à un simple catalogue nostalgique haut en couleurs. En télescopant affiches, vignettes et autocollants, l'auteur offre parallèlement une analyse politique, historique et graphique très poussée. Il n'hésite pas à coller bord à bord des créations révolutionnaires avec des images venant de la droite (UMP) ou même de l'extrême droite (SAC, FN, MNR, GUD) pour interroger les mécanismes propagandistes et les codes graphiques. Une étude sur le thème du poing levé, homme ou femme, avec ou sans objet, offre un panorama saisissant depuis un papillon SFIO de 1936 jusqu'à un récent autocollant de la Ligue de défense juive… Les choix de couleurs sont également commentés. Le rouge et le noir, adoptées par les communistes libertaires, les anarcho-syndicalistes sont aussi présents, pour des raisons diamétralement opposées, sur les productions de l'extrême droite. Des entretiens avec Cédric Biagini (graphiste de l'Offensive libertaire et sociale), Frédéric Speelman (graphiste LCR/NPA) et Mathieu Colloghan (graphiste des Alternatifs) permettent d'approfondir certaines réflexions.

Si quelques autocollants historiques manquent à l'appel (la main de SOS Racisme, la marguerite antinucléaire, etc.), le tour d'hori-

zon brossé par Zvonimir Novak est très vaste. L'arrivée d'une nouvelle génération de stickers politiques montre que l'adhésif militant, héritier à la fois des vignettes de 1789 et du marketing politique américain des années 1950, est bien vivant. Mêlant critique sociale, détournements et art, des autocollants naissent dans la mouvance des groupes qui agissent contre l'agression publicitaire et la consommation. Décroissants, déboulonneurs et autres désobéissants diffusent des électrons libres amusants à la fois pertinents et impertinents. On connaît l'autocollant où le lapin de la RATP se met à dire « Ne mets pas tes yeux sur les pubs sinon tu risques de te faire manipuler très fort ». Par ailleurs, les adeptes du sticker-art s'en donnent à cœur joie. Après le célèbre « Rêve générale », saluons celui, anonyme, qui, parce que « le travail tue », appelle cette fois à la « Grippe générale ».

Avec des slogans politiques basiques, poétiques, surréalistes, provocateurs, collés sur des panneaux de signalisation routière, des boîtes aux lettres, des voitures, des poitrines, des fronts, des portes de WC..., les autocollants en plastique ou en papier plus ou moins éphémères font partie de nos vies, de nos luttes. Sous prétexte d'action contre la « pollution visuelle », certaines villes littéralement étouffées par des panneaux publicitaires gigantesques, des « sucettes » et autres enseignes lumineuses énergivores, menacent ou condamnent hypocritement les colleurs d'autocollants rebelles surpris sur le fait ou piégés par des caméras de vidéosurveillance... « Il semble que lorsque l'on n'a pas accès aux grands médias, la liberté d'expression commence avec le droit de pouvoir écrire sur un bout de papier et de le coller sur les murs », rétorque le Collectif pour l'affichage libre à Lyon. L'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ne dit pas autre chose. Tout individu a droit à la liberté d'expression. Tout citoyen a le droit de répandre ses idées « par quelque moyen d'expression que ce soit ». Y compris donc avec des autocollants. C.Q.F.D. **P.**

En attendant un prochain tome sur les autocollants syndicaux et associatifs (il y a de belles pages à prévoir avec ceux d'Act Up Paris, de Greenpeace...), militants, historiens, graphistes, archivistes et stickophiles, le livre de Zvonimir Novak est à inscrire en bonne place sur la lettre que vous enverrez bientôt au Père Noël.

Zvonimir Novak, *La Lutte des signes. 40 ans d'autocollants politiques*, Éditions libertaires, 206 pages très richement illustrées. 30 euros. En vente à La librairie du Monde libertaire.

Attention
Livre inflammable !

Deux ans et demi d'une guerre sociale sans merci, menée par une petite bande de dirigeants ultra « décomplexés ». La « vieille droite brutale, sécuritaire et xénophobe », « haineuse et revancharde », a déjà réalisé le plus grand casse de l'histoire de la Ve République. Son programme tient en deux points : « prendre aux pauvres, pour gaver les riches ».

Chaque jour apporte son lot d'infamies. *Vive le feu* en livre un florilège. Cette compilation regroupe trente-cinq chroniques parues sur les blogs de Sébastien Fontenelle – journaliste rebelle et pamphlétaire rageur qui officie notamment à *CQFD*, *Bakchich*, *Politis* –, du 22 avril 2007 au 23 juillet 2009.

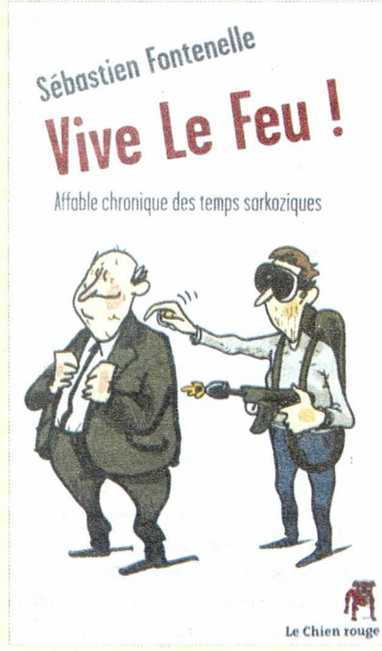
Avec un style unique, acéré, l'auteur incendie ce « triste régime qui, jour après jour, nous étouffe de son hystérie sécuritaire ». Le maréchal Naimboléon Ier et ses vassaux (l'Henri Guignolesque, le Brice Croix-de-feu, le va-t-en-guerre Kouchner, les Yade, Darcos, Bertrand, Morin, Fadelamara, Jack (coups de) Lang, Fillon et autre Pécresse, liste non exhaustive) sont omniprésents. Mais dans « notre sale époque », il ne faut pas oublier cette « gauche de droite », complice, qui trahit, privatise, « lèche des culs patronaux », « trouve aussi que l'immigration est un problème ». Ni les collaborateurs François Thibault et Bernard Chérèque, experts en « contention des colères populaires ». Ni ces « fidèles journaleux de chevet », *Le Parisien*, *Le Point*, *Libération* et Laurent Joffrin, *Charlie Hebdo* et Philippe Val, *Le JDD*, *Le Monde*, « klaxon des forces de l'ordre », « féaux médiatiques », « journaleux couchés », ni « ces télés qui n'aiment rien tant que lécher le fondement du gouvernement », ni ces « intellectuels » aux ordres.

Bref, c'est toute cette clique qui nous prend « pour une espèce de gros tas de gigantesques connards » que Sébastien Fontenelle attaque au lance-flammes des mots. Son écriture ignore les compromissions des adeptes du « vous savez, ce monde est si complexe, il faut nuancer... ». À la manière d'un édito du *Monde libertaire*, elle est directe et donne une furieuse envie de prendre nos affaires en main.

Un livre à dévorer d'urgence, alors que le cauchemar ne fait que commencer. « Le pire avec ces gens-là est toujours à venir. » Encore des chroniques saignantes en perspective.

Pierre Thiesset

Sites, du plus ancien au plus récent :
vivelefeu.20minutes-blogs. fr/
bakchich.info/-Vive-le-feu-Sebastien-Fontenelle,00103-.html
politis.fr/_Sebastien-Fontenelle.html



Sébastien Fontenelle, *Vive le feu, Affable chronique des temps sarkoziques*, éditions Le Chien rouge, 2009, 10 euros.

L'AGENDA 2010
DES EDITIONS DU MONDE LIBERTAIRE

L'agenda de l'année 2010 jour par jour, avec une anecdote quotidienne en relation avec l'histoire des anarchistes, des illustrations originales, des textes informatifs (infos juridiques, infos pratiques ...), des contacts internationaux ...
Disponible pour 7,5 € frais de port inclus à Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :
www.librairie-publico.com
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site
www.trouverlapresse.com
un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.

Travailleurs qui luttent
En fête

Cet article pour faire suite à la première « fête de la solidarité des travailleurs qui luttent » organisée par la CGT Philips EGP de Dreux à la salle polyvalente de Champholl le 14 novembre. Fête où toutes les forces de gauche, partis politiques (PG-PC-LO-Verts-NPA), Syndicats (CGT-CFDT-SUD) ainsi que le groupe de Chartres avaient été conviés.

Cette journée se déroula dans un esprit festif avec des concerts (Riton la manivelle et la chorale populaire).

Nous avons pu tenir une table de presse, le *Monde libertaire* et son quatre pages sur les centres de rétention ont été particulièrement appréciés. Nous avions mandaté un camarade pour participer à une table ronde dont les thèmes abordés furent – Quelle alternative à la lutte des classes ? – Comment organiser la lutte ensemble ? – Vers quelle convergence des luttes ? Avant d'aborder celle-ci, était prévu des interventions des représentants syndicaux de boîtes en lutte, Continental, Freescale, Ford Bordeaux et d'un représentant des travailleurs sans-papiers de Paris en lutte.

Chacun vint présenter en quelques mots l'historique de leurs luttes, il fut intéressant de constater que toutes ces luttes furent déclenchées par tous les syndicats de chaque entreprise, dans l'unité, avec comme règle pour la rendre possible, donner la parole à tout le monde, syndiqués ou non-syndiqués, dans des assemblées générales quotidiennes et décisionnelles.

Il fut important de noter aussi que toutes ces boîtes en lutte firent tout pour que celles-ci soient moins isolées, demandeuses d'une extension de leurs luttes interprofessionnelles ou non, cette demande fut systématiquement rejetée par les autorités des grandes centrales syndicales et du monde politique en général.

Le tour de table prévu après leurs interventions allait-il répondre aux questions que les personnes présentes dans la salle pouvaient se poser face à cette situation ?

On a pu très rapidement se rendre compte du manque de perspectives, de projet véritablement révolutionnaire, une élue régionale allant même jusqu'à reconnaître son impuissance face aux défis imposés par un capitalisme triomphant et destructeur, les hommes et femmes politiques de gauche n'ont guère de réponses, sinon que de l'accompagner, par la nationalisation des gros secteurs d'industries par exemple. Ou comme cet élu européen avec sa proposition de taxe sur les actions boursières des entreprises faisant des bénéfices mais mettant quand même en place des plans de licenciement ou de délocalisation.

L'unanimité fut faite sur l'importance de se syndiquer dans son entreprise respective, une sorte de minima en somme. Notre camarade ne manqua pas de souligner l'importance de retrouver les fondements de la charte d'Amiens, indépendance des syndicats par rapport aux partis politiques, de l'État et du patronat.

Ce n'est qu'à cette condition de liberté que le syndicat retrouvera son rôle révolutionnaire à travers des adhérents conscients de leur classe sociale et du rôle du salariat qui n'est qu'exploitation de l'homme par l'homme.

Exploitation qui a pu perdurer par ses périodes fastes souvent liées à une période d'après-guerre (années folles, trente glorieuses,...) et à l'accès effectif d'un meilleur confort par un salaire permettant de consommer et de faire tourner aussi la machine du capitalisme ; par l'esprit de l'entreprise paternaliste ou l'on faisait carrière, par l'espoir de monter sa propre entreprise.

Ces périodes sont, nous croyons, finies, tout du moins pour les travailleurs salariés (ouvriers, cadres...)

Privatisations de tout travail, casse du Code du travail, ascenseur social en panne, retour à une école discriminatoire, problèmes environnementaux, la liste serait trop longue à énumérer.

Le monde du travail et l'économie doivent être remis au service de la société et non aux mains de quelques dominants. Nous pensons qu'il serait souhaitable de redonner à la monnaie son rôle étalon pour faciliter les échanges, monnaie non thésaurisable, de distribuer les richesses produites par tous et toutes et non pas redistribuer par un salaire inéquitable par nature, bien entendu reprise des moyens de production, fin de leur propriété privé, autogestion de celle-ci par les travailleurs. Partageons le travail socialement utile, supprimons celui qui est nuisible et inutile, la planète ne s'en portera que mieux écologiquement.

Tout ceci ne sera possible que par l'unité des salariés, tous ensemble...

Groupe libertaire de Chartres

Jeudi 10 décembre

Jus de rue (08h30) La parole aux gens de la rue, par Casquette.

Chronique hebdo (10 heures) L'émission recevra, dans sa deuxième partie, Vania, chanteur de rue, qui viendra présenter son spectacle au Théatre Mouffetard.

De rimes et de notes (12 heures) Jean-Pierre Azéma présente l'association La Mémoire de Patrick Deny, chanteur, poète, au Théâtre Mouffetard. Invités : Nathalie Solence, L'Alphabet Désire.

Radio cartable (14 heures) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Petites annonces d'entraide (16h30).

Si vis pacem (18 heures) Faut-il brûler les papiers d'Éric Besson à l'occasion des 61 ans de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ?

Les enfants de Stonewall (19h30) Émission gay et lesbienne.

Entre chiens et loups (20h30) Arts plastiques, poésie, musique.

Vendredi 11 décembre

Zones d'attraction (11h30) Invité : François Cusset. Au programme, la réédition des *Années d'hiver* de Félix Guattari, et les dernières parutions de la collection Penser / croiser, qu'il anime avec Rémy Toulouse aux Prairies ordinaires.

Place aux fous (13 heures) Sheriff Perkins, One Man Band. Du rockabilly, du vrai, du beau.

Les oreilles libres (14h30) Musiques engagées Vingt ans après la chute du mur de Berlin.

Koumbi (16 heures) Chroniques africaines.

Radio espéranto (17h30).

L'invité du vendredi « L'antenne du social » (19 heures).

Offensive (21 heures) Libertaire et sociale. Sens du travail, service public, management. Invitée : Danièle Linhart, pour son livre *Travailler sans les autres ?*, Seuil.

Ça booste sous les pavés (22h30) Scène culturelle alternative.

Samedi 12 décembre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures).

Chronique syndicale (11h30) *Pour une école du peuple* (éditions Publisud), avec J. Girault. Chronique juridique : le pôle emploi, la fusion Assedic et ANPE et ses effets sur les droits des demandeurs d'emploi et des salariés.

Chroniques rebelles (13h30) Débats, dossiers, rencontres... *À ceux qui se croient libres.*

Tribuna Latino Americana (19 heures) La situation politique et sociale au Pérou et la criminalisation des revendications sociales avec Alberto, membre du Comité Pérou - Paris et en direct de Lima, Carmen Hualla et Alfreco Crespo, avocats de familles de disparus.

Dimanche 13 décembre

Ni maître, ni dieu (10 heures).

Folk à lier (12 heures) Musiques traditionnelles.

Tempête sur les planches (14 heures) Actualité du théâtre.

L'heure Stratocaster (15h30) L'émission riffs et gros sons.

Echos et frémissements d'Irlande (18 h 30) Musiques celtiques.

Désaxés (20 h 30) Le ciné en zone libre.

Lundi 14 décembre

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Terre et Liberté (16 heures) Luttes des peuples sans État avec deux compagnons argentins qui évoqueront les luttes paysannes et indigènes pour préserver leur terre convoitée par les grands propriétaires qui la consacrent aux OGM, aux agrocarburants, à l'élevage extensif.

Ça urge au bout de la scène (21 heures) Actualité de la chanson.

De la pente du carmel, la vue est magnifique (22h30).

Mardi 15 décembre

Le Parisien libertaire (8 heures) Retour non-exhaustif et militant sur l'actualité parisienne.

Un peu d'air frais (16 heures) Écologie libertaire.

Pas de quartiers.(18 heures) Rediffusion Howard Zinn. Tous à vos postes à galène !

Paroles d'associations (19h30) Luttes syndicales à R.F.I. Invitée: Agnès.

Émission spéciale (20h30) Bougez avec La Poste !

Mercredi 16 décembre

Blues en liberté (10h30) Elmore James et son influence.

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mal-logés et la précarité

Le manège (14heures) Littérature & Cinéma.

Femmes libres (18h30) Contre les jouets sexistes, avec Mix-Cité et (sous réserve) le Collectif Contre Le Publisexisme.

Ras les murs (20h30) Actualités des luttes des prisonniers.

Du 13 novembre au 13 décembre

La Plaine-Saint-Denis (93)

Du jeudi au samedi à 20 h 30, dimanche à 16 heures *Faut Pas Payer!* de Dario Fo, par la Compagnie Jolie Môme. Une farce : drôle, rythmée, acerbe, insolente, voire franchement séditieuse. Réservations : 01 49 98 39 20. 18 et 10 euros, restauration légère sur place dès 19 heures La Belle Étoile, 14 rue Saint-Just, M° Porte-de-La-Chapelle, puis 15mn à pied ou 5mn en bus 153 ou 302, arrêt Église-de-la-Plaine. www.cie-joliemome.org

Tous les samedis de décembre à 19 h 30 et le dimanche 27 décembre à 16 h 30

Paris XIe

Je viens de la solitude, adaptation théâtrale de textes d 'Armand Robin par la Compagnie La Balancelle, au Théâtre Pandora Keller, 30, rue Keller, métro : Bastille. Réservations de 13 heures à 18 heures au 01-48-03-49-92.

Vendredi 11 décembre

Questembert (56)

20 h 30. Débat public L'anarchisme : hier, aujourd'hui. Pourquoi ? Comment ? D'une recherche de l'émancipation individuelle à la recherche d'une alternative sociale, organisé par le groupe libertaire Lochu-Ferrer (FA Vannes-Lorient). Centre Alan Meur, 5, rue Cadoudal. Entrée libre.

Saint-Denis (93)

19 heures La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : La guerre d'Algérie autrement. Second cours : Mouloud Feraoun et Emmanuel Roblès, deux écrivains dans la tempête. Avec Jacqueline Macek, fille d'Emmanuel Roblès. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Samedi 12 décembre

Saint-Jean-du-Gard (30)

Rencontre autour de l'ouvrage *Utopies américaines* des éditions Agone, sur les communautés libertaires du XIXe siècle à nos jours, en présence de l'auteur Ronald Creagh. 18 heures à la Bibliothèque-Infokiosque du 152 grand' rue. Entrée libre. Infos : bibliotheque152@riseup.net

Bordeaux (33)

17 heures, Rencontre-débat avec Mathieu Rigouste autour de son livre *L'Ennemi intérieur : généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine.* Organisé par la librairie du Muguet. Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

Paris XIe

16 h 30. Forum / rencontre : Situation du mouvement libertaire au Mexique, entre barbarie et résistance. Discussion animée par : Claudio Albertani autour de son livre *El espejo de México* et Nicole Thé, qui a traduit un texte de Claudio Albertani *La rébellion zapatiste au fil du temps* ainsi que Americo Nunes qui a écrit « Les révolutions du Mexique » chez Ab irato. à la librairie du Monde libertaire : 145, rue Amelot, M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Dimanche 13 décembre

Paris XIe

17 heures, soirée de soutien pour le Kiosk-Infoshop. Projection, et musique avec Heyoka (anarchopunk rock, Dijon), Bière. Sociale (punk de classe, Paris), et Abject/Object (hardcore punk, Paris). Au CICP, 21 ter, rue Voltaire, M° Nation ou Rue-des-Boulets PAF : 5 euros.

Lundi 14 décembre

Saint-Denis (93)

20 heures La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis : Le Cirque des Mirages en concert. Une initiative de la Dionyversité avec le soutien de la Compagnie Jolie Môme. Entrée gratuite et sortie à prix libre. À La Belle Etoile : 14 rue Saint-Just, La Plaine Saint-Denis. M° Porte-de-la-Chapelle. Bus 153 ou 302, arrêt Église-de-la-Plaine.

Mardi 15 décembre

Metz (57)

20 heures : Soirée avec « les amis du *Monde libertaire* de la région de Metz » animée par le groupe de Metz suivie d'une discussion sur le contrôle social et la répression en société dite démocratique. Caveau du café Jehanne d'Arc Place Jeanne d'Arc à Metz. Entrée libre.

Saint-Denis (93)

19 heures, La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Société de guerre. Troisième cours : De la Françafrique à l'autre Afrique, insoumis et déserteurs. Avec Pascal Dereudre de l'UPF (Union Pacifiste de France). Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin. Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Mercredi 16 décembre

Paris XIe

19 h 45 Discussion avec Laurent Ott qui viendra présenter son ouvrage *Rendre l'école aux enfants.* À la librairie Quilombo, 23, rue Voltaire.

Paris XXe

20 heures. Y-a-t-il un programme anarchiste ? présenté par Philippe et Michael Paraire au 42 ter, rue des Cascades, Espace Louise-Michel chez Lucio Urtubia.

Jeudi 17 décembre

Valentigney (25)

20 h 15 Film et un débat : Putain d'usine, Documentaire de Rémy Ricordeau suivi d'un débat en présence de Jean-Pierre Levaray, ouvrier, auteur du livre *Putain d'usine.* MJC, 10, rue Carnot entrée libre et gratuite. Contact : 03 84 30 35 73. Odile-Mangeot@wanadoo.fr

RENCONTRE - DEBAT

SITUATION DU MOUVEMENT LIBERTAIRE AU MEXIQUE ENTRE BARBARIE ET RESISTANCE

Maisons autogérées, ateliers de techniques alternatives, médias libres (radio, Internet), universités de la terre, centres sociaux, rencontres internationales (en 2007 à Mexico puis au Chiapas), caravanes de solidarité avec la résistance indienne, action continue pour la libération des prisonniers (Atenco, Oaxaca...), campements devant les prisons, anarcha-féministes et sorcières libertaires, liens avec l'Amérique du Nord, l'Amérique latine et l'Europe... Vidéastes, graffeurs, graveurs, peintres, néomuralistes, photographes, musiciens, rockeros et soneros, jongleurs de mots et de balles, poètes et acteurs des rues...

L'imagination des "chavos bandas" (bandes de gosses des quartiers) irrigue l'éclosion d'une scène libertaire tumultueuse et diverse où se mêlent la fête et la rébellion.

Le réseau des Voix d'Oaxaca construisant l'autonomie et la liberté (VOCAL) s'est créé en 2007. À Mexico, le Collectif autonome magoniste, la Hormiga libertaria et divers groupes et individus ont donné naissance en 2008 à une Fédération libertaire. Cependant, pour avoir pris part activement aux luttes sociales à Oaxaca comme au District fédéral, les collectifs de jeunes anarchistes sont, comme à Guadalajara (Jalisco) en 2004, la cible de la répression policière et de campagnes médiatiques ; leurs cortèges sont systématiquement provoqués et attaqués par la police antiémeute dans les manifestations.

Débat animé par :

Claudio Albertani autour de son livre *El espejo de México*
Nicole Thé, qui a traduit de l'italien pour *Réfractions* un texte de Claudio Albertani "La rébellion zapatiste au fil du temps" et écrit plusieurs articles dans la "Revue libertaire de réflexion et de combat" *La question sociale*
Americo Nunes, qui a écrit *Les révolutions du Mexique*, paru chez Ab irato en 2009

Entrée libre

12 Décembre 16h30

LIBRAIRIE **PUBLICO**

145 RUE AMELOT 75011 PARIS

METROS REPUBLIQUE / FILLES DU CALVAIRE / OBERKAMPF ::: http://www.librairie-publico.com/